CONFÉDÉRATION DES PME

Le Président

Monsieur Laurent WAUQUIEZ
Président Les Républicains
238 rue de Vaugirard
75015 PARIS

N. Réf. : FA/JEMB/MG

Puteaux, le 20 février 2018

Monsieur le Président,

Nous avons appris récemment par voie de presse les propos désobligeants que vous avez tenus sur notre Confédération devant les étudiants de l'EM Lyon. A toutes fins utiles, il me faut en préambule et pour compléter votre information, vous préciser que la CGPME est devenue CPME au 01er janvier 2017.

Ceci étant dit, de telles assertions traduisent un véritable mépris pour les représentants des TPE/PME qui font pourtant vivre les territoires que vous mettez si souvent en avant. Ils dénotent également une négation des actions menées par la deuxième organisation patronale française et par tous ceux qui contribuent au bien commun au travers de leur engagement dans nos rangs.

Ce type de propos maladroits et blessants alimentent le sentiment de « tous pourris ». Quant à nous, pleinement conscients des responsabilités qui sont les nôtres nous nous efforçons de ne pas nourrir le débat public par des propos outranciers. Mettre en avant la RSE, plaider en faveur de l'accompagnement de la transition numérique ou valoriser l'apprentissage font ainsi partie des priorités qui sont les nôtres.

Par ailleurs, et contrairement à ce que vous affirmez la CPME lutte sans relâche pour diminuer les prélèvements qui pèsent sur les entreprises qu'ils s'agissent des cotisations, des impôts ou des taxes. Malgré cela nous constatons aujourd'hui une flambée de la fiscalité territoriale.

En ce qui nous concerne nul ne peut contester le fait que nos actions dans ce domaine soient constantes. Par exemple, depuis des années nous réclamons en vain que les résultats remontés aux fonds propres des PME bénéficient d'un taux réduit d'Impôt sur les Sociétés (IS) et ce afin de faciliter la croissance de nos entreprises.

Au regard des responsabilités nationales qui sont les vôtres, je ne saurais trop vous engager à prendre également conscience du poids de la dette publique véritable poison laissé par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, aux générations futures.

Quoi qu'il en soit, je tiens au nom des 150 000 entreprises françaises employant plus de 3 millions de salariés, qui ont choisi librement d'adhérer à la CPME, à vous faire part de ma déception. Je veux considérer que les propos rapportés ne reflètent pas la conviction du Président d'un des premiers partis politiques français.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs

François ASSELIN

CPME - Confédération des Petites et Moyennes Entreprises
8-10, Terrasse Bellini - 92806 Puteaux cedex - tél. 01 47 62 73 73 - fax 01 47 73 08 86 - www.cpme.fr